



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/35/105

S/13804

19 février 1980

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE

Trente-cinquième session

Point 50 de la liste préliminaire*

EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA DECLARATION

SUR LE RENFORCEMENT DE LA SECURITE

INTERNATIONALE

CONSEIL DE SECURITE

Trente-cinquième année

Lettre datée du 15 février 1980, adressée au Secrétaire général par
le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du
Viet Nam auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le mémorandum du Ministère des affaires étrangères de la République socialiste du Viet Nam sur l'intensification forcenée des desseins et agissements criminels des autorités chinoises contre le Viet Nam depuis le 7 février 1979 et de vous prier de bien vouloir faire distribuer le texte du mémorandum et de la présente lettre comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 50 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Chargé d'affaires par intérim,

(Signé) NGUYEN NGOC DUNG

* A/35/50.

ANNEXE

MEMORANDUM

du Ministère des affaires étrangères de la République socialiste du Viet Nam sur l'intensification forcée des desseins et agissements criminels des autorités chinoises contre le Viet Nam depuis le 17 février 1979

(Résumé des faits survenus pendant l'année depuis le 17 février 1979, date à laquelle les autorités chinoises ont déclenché leur guerre d'agression contre le Viet Nam)

Ayant subi des échecs successifs dans une série de desseins et d'attaques flagrantes contre le Viet Nam depuis le début de 1978, en 1979 les autorités chinoises ont intensifié avec plus d'acharnement que jamais leur politique hostile à l'égard du Viet Nam dans tous les domaines : militaire, politique, économique, diplomatique et propagande. Cette politique était un élément important de la politique étrangère chinoise de Beijing, collusion plus étroite avec l'impérialisme, en particulier l'impérialisme des Etats-Unis, pour s'opposer à la paix, à l'indépendance nationale, à la démocratie et au socialisme et à des fins d'expansionnisme et d'hégémonisme de grande puissance. Elles ont démasqué leur véritable visage de réactionnaire et de traitres, qui ont sapé l'amitié de longue date entre le peuple vietnamien et le peuple chinois, menaçant gravement la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est.

I. LES AUTORITES CHINOISES ONT TEMERAIREMENT LANCE LA GUERRE D'AGRESSION DE FEVRIER 1979 CONTRE LE VIET NAM

Depuis plusieurs années déjà, par leurs actes d'hostilité visant à affaiblir le Viet Nam, les autorités chinoises cherchaient à envahir le Viet Nam pour atteindre deux objectifs stratégiques : l'un sur la frontière du sud-ouest et l'autre sur la frontière nord. Au début de 1979, avec la victoire retentissante de l'armée et du peuple vietnamiens, qui ont repoussé les attaques agressives des troupes de Pol Pot-Ieng Sary dans le sud-ouest et la grande victoire du peuple kampuchéen qui a renversé le régime de génocide de la clique Pol Pot-Ieng Sary, l'un des objectifs stratégiques des Chinois était anéanti. Ne voulant pas accepter leur défaite, selon leur plan prémédité et avec l'appui des impérialistes, en particulier des impérialistes américains, le 17 février 1979 les autorités chinoises ont fébrilement mobilisé une armée forte de 600 000 hommes avec des centaines de chars et des milliers de pièces d'artillerie pour envahir le Viet Nam à partir du nord.

Suivant les ornières des envahisseurs impérialistes, les autorités chinoises ont violé l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République socialiste du Viet Nam, se sont opposés à l'indépendance nationale et au socialisme, ont grossièrement foulé aux pieds les principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies et le droit international, révélant ainsi au grand jour leur nature expansionniste et hégémoniste.

Dans cette guerre d'agression, les autorités chinoises ont perpétré des crimes barbares condamnés avec indignation par l'humanité tout entière. De toute évidence, il s'agissait d'une guerre d'extermination d'une extrême barbarie. Sur des milliers de kilomètres, dans la région frontalière du Viet Nam, les agresseurs chinois ont complètement détruit la plupart des capitales de province, des villes et des villages ainsi que leurs établissements économiques et culturels et leurs services publics de distribution. Ils ont massacré de sang froid des civils vietnamiens, pour la plupart des vieillards, des femmes et des enfants; ils ont détruit tous les moyens d'existence, même l'environnement écologique. Même si les autorités chinoises ont essayé de se justifier et de dissimuler la vérité à l'opinion publique, elles ne peuvent se laver de leurs crimes ni se soustraire à leurs responsabilités.

Face à l'agression des autorités chinoises, le peuple vietnamien uni comme un seul homme, s'est dressé une fois encore, résolu à préserver l'indépendance sacrée, la souveraineté et l'intégrité territoriale de sa patrie. La juste lutte du peuple vietnamien, vigoureusement appuyée par l'humanité tout entière, a abouti à une glorieuse victoire. La guerre inique des autorités chinoises s'est soldée par un échec complet : militaire, politique, économique et diplomatique.

II. APRES LA LOURDE DEFAITE DE LEUR GUERRE D'AGRESSION CONTRE LE VIET NAM, LES AUTORITES CHINOISES ONT INTENSIFIE LEURS ACTIONS ARMEES EN VIOLATION DE LA SOUVERAINETE TERRITORIALE DU VIET NAM, ENGENDRANT DES TENSIONS DANS LA REGION FRONTALIERE ENTRE LES DEUX PAYS

Ayant subi une lourde défaite, les autorités chinoises ont été obligées d'annoncer le retrait de leurs troupes. Cependant, des soldats chinois se sont postés illégalement en plus de dix endroits du territoire vietnamien, qu'ils ont occupé pendant l'invasion de février 1979. En ces endroits, ils ont creusé de nombreuses tranchées et édifié de nombreuses fortifications, entreposant davantage de moyens et de matériel de guerre.

Depuis que la Chine a annoncé le retrait total de ses troupes du Viet Nam, le 16 mars 1979, les autorités chinoises ont intensifié leurs provocations armées sur terre, dans l'air et en mer, perpétrant davantage de crimes contre le peuple vietnamien.

Le long de la frontière terrestre, ils se sont livrés à plus de 1 500 provocations, dont plus de 50 p. 100 étaient des tirs et des bombardements d'artillerie et près de 30 p. 100 des embûches et des agressions sur le territoire vietnamien. En conséquence, des centaines de civils vietnamiens et de gardes frontières ont été tués ou blessés, des centaines d'autres enlevés et des centaines de logements ont été complètement rasés. Un grand nombre de buffles, de vaches et de chevaux ont été massacrés ou emmenés et des milliers d'hectares de cultures et de forêts ont été détruits.

Dans les airs, des avions de combat chinois ont fait des centaines de sorties dans l'espace aérien vietnamien dans un certain nombre de provinces frontalières. A certaines occasions, ils ont pénétré profondément dans l'espace aérien vietnamien, à 10 ou 20 kilomètres de la frontière.

Sur mer, des bateaux et des navires chinois armés, y compris des sous-marins, ont effectué plus de 4 000 incursions dans les eaux territoriales vietnamiennes, de Quang Ninh à Quang Nam - Da Nang. Les autorités chinoises ont circonscrit avec arrogance "quatre zones dangereuses" dans les eaux internationales et dans les eaux territoriales vietnamiennes autour des Iles Hoang Sa (Paracel), interdisant les vols internationaux à travers ces zones. Elles ont construit un certain nombre d'installations militaires sur les Iles Hoang Sa (Paracel), qu'elles occupent depuis 1974. Elles continuent de revendiquer sans fondement les Iles Truong Sa (Spratly) du Viet Nam et de réclamer à cor et à cri que les troupes vietnamiennes se retirent de cet archipel. Elles ont signé des contrats avec des sociétés américaines pour la prospection et l'exploitation du pétrole et du gaz dans le Golfe de Bac Bo (Tonkin) et autour des Iles Hoang Sa (Paracel).

Tous les actes susmentionnés ont été commis en violation flagrante de la souveraineté territoriale du Viet Nam; ils ont fait peser une grave menace sur sa sécurité et ont entravé et saboté les activités normales de sa population dans les zones frontalières et côtières.

III. LES AUTORITES CHINOISES ONT SANS CESSER DEFORME LA SITUATION, ACCUSANT CALOMNIEUSEMENT LE VIET NAM DANS L'ESPOIR D'AFFAIBLIR SON PRESTIGE SUR LA SCENE INTERNATIONALE, D'EBRANLER LA SOLIDARITE MILITANTE ENTRE LES PEUPLES DU VIET NAM, DU LAOS ET DU KAMPUCHEA, DE SEMER LA DISSENSION ENTRE LES PAYS DE L'ANASE ET LES NATIONS INDOCHINOISES, ET D'ENCERCLER ET D'ISOLER LE VIET NAM

Au cours de l'année passée, dans les plus noirs desseins, les autorités chinoises se sont livrées, en coordination étroite avec les impérialistes américains et d'autres forces réactionnaires, à une série d'actions abjectes contre le Viet Nam, à l'échelle mondiale.

Elles ont monté une campagne intitulée "Problème des Vietnamiens et des Indochinois opprimés", en essayant par tous les moyens d'accuser calomnieusement et de vilipender les Vietnamiens et en déformant la vérité au sujet des émigrants vietnamiens en question, qui sont le résultat de la guerre d'agression et du néo-colonialisme américains dans le passé et de la guerre d'agression et des menaces de guerre des expansionnistes chinois dans le présent.

Abusant de chaque tribune internationale, en particulier de l'Assemblée générale des Nations Unies, elles ont mobilisé leur énorme machine de propagande pour déformer la réalité au Kampuchea, exigeant avec arrogance le retrait des troupes vietnamiennes du Kampuchea et s'ingérant grossièrement dans les affaires intérieures de la République populaire du Kampuchea et dans les relations légitimes entre le Viet Nam et le Kampuchea, qui sont conformes à la Charte des Nations Unies et au droit international. Elles se sont accrochées par tous les moyens à la dépouille politique du gang Pol Pot-Ieng Sary qui a été renversé par le peuple kampuchéen et lui ont accordé un appui sans réserve dans l'espoir de réinstaller ce régime de génocide au Kampuchea, utilisant le Kampuchea comme un tremplin pour s'opposer au Viet Nam et poursuivre leur expansion en Asie du Sud-Est.

Elles se sont peu à peu infiltrées au Laos pour le saboter de l'intérieur, pour fomenter des révoltes et la subversion contre la révolution lao, dans une tentative pour utiliser le territoire lao comme un fer de lance contre le Viet Nam, à l'ouest.

Elles ont élaboré des mythes en tout genre dans le but de séparer le Viet Nam du Laos et du Kampuchea, minant la solidarité militante qui unit les trois peuples indochinois qui luttent côte à côte contre leurs ennemis communs.

Elles ont invoqué la prétendue "menace vietnamienne" dirigée contre la Thaïlande et autres pays de l'ANASE dans une tentative pour semer la discorde et les soulever contre le Viet Nam et contre les autres pays indochinois.

Elles ont incité et amené un certain nombre de pays à couper ou à réduire leur aide économique au Viet Nam.

Bien que les autorités chinoises aient essayé par tous les moyens d'affaiblir le prestige du Viet Nam, de l'entourer d'un blocus et de l'isoler sur la scène internationale, toutes leurs entreprises malfaisantes ont été déjouées par le peuple vietnamien, qui est fort de la justice et de la conscience de l'humanité progressiste.

IV. LES AUTORITES CHINOISES ONT ENTRAVE LES PROGRES DES NEGOCIATIONS ENTRE LE VIET NAM ET LA CHINE, ELUDANT TOUT REGLEMENT DES QUESTIONS CONCERNANT LES RELATIONS ENTRE LES DEUX PAYS

Grâce à la bonne volonté du Viet Nam, les négociations au niveau des vice-ministres des affaires étrangères visant à régler les problèmes concernant les relations entre le Viet Nam et la Chine, qui ont commencé le 18 avril 1979, se sont poursuivies jusqu'à présent pendant 15 sessions.

A la toute première session, visant l'objectif fixé par les deux parties, la délégation vietnamienne a présenté une proposition en trois points sur les principes fondamentaux et contenu d'un règlement des problèmes concernant les relations entre le Viet Nam et la Chine. Cette proposition comprend : l'adoption d'urgence de mesures visant à assurer la paix et la stabilité dans les régions frontalières des deux pays et à rétablir les relations normales entre les deux pays sur la base des principes de la coexistence pacifique et le règlement de tous les problèmes frontaliers et territoriaux sur la base du principe du respect de la frontières historique. Il s'agit d'une proposition raisonnable et globale visant à résoudre à la fois les questions urgentes résultant de la récente guerre et les questions fondamentales concernant les relations entre les deux pays. De vastes secteurs de l'opinion publique ont accueilli favorablement et avec satisfaction la proposition en trois points du Viet Nam et l'on considérée comme une importante initiative de paix.

Cependant, la partie chinoise a persisté dans sa position et dans son attitude d'opposition. Dès le commencement, les Chinois ont cherché par tous les moyens à transformer les négociations bilatérales pour le règlement des questions fondamentales concernant les relations entre le Viet Nam et la Chine en une discussion sur les problèmes d'un troisième pays; ils se sont ingérés avec

arrogance dans les relations du Viet Nam avec le Kampuchea et le Laos, les considérant comme un préalable au progrès des négociations et au rétablissement de relations normales entre le Viet Nam et la Chine.

Ils ont persisté à vouloir imposer au Viet Nam leur propositions en huit points qui ne traduit rien d'autre que leur politique d'expansion et d'hégémonie de grande puissance et leur noir dessein d'obtenir ce qu'ils n'ont pu acquérir par d'autres moyens, y compris une guerre d'agression. Ils ont demandé que le Viet Nam renonce à sa juste politique d'indépendance et de souveraineté et à la solidarité internationale, qu'il abandonne la souveraineté sur son territoire, entre dans leur orbite et suive leur ligne réactionnaire. Ils ont refusé catégoriquement de discuter tout problème soulevé par la partie vietnamienne et ont essayé d'éluder toutes les propositions constructives de cette dernière, avant tout la proposition sur l'adoption d'urgence de mesures visant à assurer la paix et la stabilité dans les régions frontalières des deux pays. Ils ont récemment rejeté l'initiative du Viet Nam, qui proposait que les deux parties s'engagent à garantir que du 15 février au 22 février, il n'y ait aucun acte d'hostilité armé, aucun tir dans les zones frontalières entre les deux pays, de manière à permettre aux populations d'y fêter librement le Tet (fête de la nouvelle année lunaire).

En outre, ils ont profité de la table des négociations pour aborder des questions totalement en-dehors du cadre de ces entretiens, en coordination avec la campagne anti-vietnamienne montée par les impérialistes internationaux et par eux-mêmes;

L'opinion publique réalise chaque jour davantage de plus en plus clairement que la Chine est venue aux négociations non pour résoudre les problèmes, non pour rétablir les relations normales entre le Viet Nam et la Chine mais pour s'en servir pour tromper l'opinion publique dans son pays et dans le monde, pour jeter un écran de fumée sur ses nouvelles aventures militaires contre le Viet Nam et pour s'ingérer profondément dans les affaires intérieures du Kampuchea et du Laos et, enfin, pour semer la dissension entre les peuples du Viet Nam, du Laos et du Kampuchea.

Si les négociations n'ont pas progressé jusqu'à présent, cela est dû exclusivement au manque de bonne volonté et à l'arrogance de la partie chinoise.

V. PERSISTANT DANS LEUR DESSEIN D'ENVAHIR LE VIET NAM, LES AUTORITES CHINOISES ONT INTENSIFIE FIEVREUSEMENT LEURS PREPARATIFS DE GUERRE ET LEURS MENACES DE LANCER UNE NOUVELLE GUERRE D'AGRESSION CONTRE LE VIET NAM

Parallèlement à leurs provocations armées et à leurs agissements visant à bloquer les négociations entre le Viet Nam et la Chine, les autorités chinoises se sont frénétiquement livrées à des préparatifs en vue d'une nouvelle expédition militaire contre la République socialiste du Viet Nam.

En fait, la totalité des forces armées chinoises qui ont envahi le Viet Nam en février 1979 est toujours stationnée à proximité du Viet Nam. Les forces stationnées près de la frontière vietnamienne sont passées de 12 à 15 divisions.

Le nombre des militaires stationnés à chaque poste frontière est passé d'une escouade ou d'une section à une compagnie et même, dans certains cas, à un bataillon. La plupart des zones stratégiques, des lignes de crête et des positions-clef situées le long de la frontière du Viet Nam ont été équipées de rampes de missiles et de pièces d'artillerie à longue portée. Des chars et des véhicules blindés ont été déployés sur toutes les trajectoires offensives, en de nombreux endroits à quelques dizaines de kilomètres seulement de la frontière. Tous les terrains d'aviation militaires de l'île de Hainan, de Guangzhou, de la région autonome du Guangxi et de la province du Yunnan ont reçu en renfort des centaines de chasseurs, de bombardiers et d'avions poseurs de mines.

A proximité du Viet Nam, que ce soit sur terre ou sur mer, la marine, l'armée et l'aviation chinoises ont effectué de nombreuses manœuvres militaires de grande envergure, de jour et de nuit, sur un large territoire couvrant des centaines de kilomètres.

Les autorités chinoises ont également envoyé en territoire vietnamien des centaines d'espions, y compris des éléments réactionnaires parmi les anciens résidents vietnamiens d'ethnie chinoise, pour s'y livrer secrètement à des activités d'espionnage et prendre des contacts avec leurs agents sur place afin d'essayer de perturber l'ordre public à partir du territoire vietnamien.

Elles ont créé un prétendu "groupe d'intervention des minorités" dont la mission est de s'infiltrer dans certaines zones frontalières montagneuses du Viet Nam pour faire de l'agitation et semer la division au sein de la population.

Dans le domaine de l'action psychologique et de la manipulation de l'opinion, les autorités de Beijing s'efforcent de provoquer la haine du Viet Nam au sein du peuple chinois. Elles ont conféré à titre collectif ou individuel des centaines de "titres d'honneur" à des militaires coupables d'innombrables crimes dans leur guerre d'agression contre le Viet Nam. Elles ont fait en sorte que ces soldats qualifiés de "héros" aillent dans tous les coins de la Chine, de Beijing et Shanghai à Xinjiang, etc. raconter leurs "exploits" et "expériences" d'agression. Elles ont fabriqué des pièces de théâtre, des films, des photos, des mémoires et des dépêches, etc. déformant effrontément la vérité et calomniant le Viet Nam dans le but de tromper le peuple et l'armée chinoise. Elles ont cyniquement fait usage du traître Hoang Van Hoan dans leurs sinistres desseins contre le Viet Nam. En même temps, divers dirigeants chinois n'ont pas cessé de proférer des menaces insolentes, parlant par exemple de "donner une nouvelle leçon au Viet Nam".

Pis encore, elles ont pratiqué une collusion étroite et toujours plus développée avec l'impérialisme, essentiellement avec l'impérialisme américain, contre la révolution et la paix. Elles revendiquent sans aucun scrupule le rôle de gendarme de la région au service des impérialistes, espérant pouvoir s'appuyer sur leur alliance avec l'impérialisme pour moderniser leurs défenses contre l'Union soviétique et le Viet Nam et concrétiser leur rôle expansionniste et hégémonique, avant tout en Asie du Sud-Est.

Faisant suite à la visite du Vice-Premier Ministre chinois Deng Xiaoping aux Etats-Unis en janvier 1979 et à la visite du Vice-Président américain Mondale en Chine en août 1979, le récent voyage en Chine du Secrétaire d'Etat américain à la défense, H. Brown au début de janvier 1980 a marqué une nouvelle étape importante dans ce processus d'alliance réactionnaire.

L'attention de l'opinion publique a été attirée sur le fait qu'à l'issue de cette visite, Chinois et Américains ont ouvertement et impudemment déclaré qu'entre eux il existait "une concordance de vues" et que "des mesures efficaces" seraient prises contre le mouvement révolutionnaire des peuples du monde.

En réalité, les impérialistes américains appuient les autorités chinoises pour s'opposer au Viet Nam dans tous les domaines. Ils ont encouragé Beijing à envahir le Viet Nam. D'accord avec Beijing, ils ont soutenu et appuyé les forces réactionnaires du Kampuchea. Ils ont envoyé les navires de guerre de la septième flotte croiser au sud et au sud-ouest du Viet Nam. Ils ont massivement introduit des armes en Thaïlande et tenté de ressusciter le bloc d'agression militaire de l'OTASE contre le Viet Nam, le Laos et le Kampuchea. Quant aux autorités chinoises, défendant le principe de leur alliance militaire avec l'impérialisme américain, elles intensifient leurs machinations et leurs actes d'hostilité contre le Viet Nam. Ce qui est plus grave, elles sont en train de se livrer à une escalade dans la provocation armée aux frontières du Viet Nam, aussi bien sur terre que sur mer. Elles se préparent fiévreusement à la guerre tout en utilisant des prétextes tout à fait absurdes pour freiner les négociations entre le Viet Nam et la Chine.

Il est évident qu'avec leur escalade dans la provocation armée, leurs préparatifs de guerre frénétiques tous azimuts et dans tous les domaines, et leurs menaces de guerre insolentes et incessantes, les autorités chinoises sont en train de créer une situation extrêmement tendue, susceptible de déboucher à n'importe quel moment sur une nouvelle guerre d'agression et qui compromet la sécurité du Viet Nam et la paix et la stabilité de la région de l'Asie du Sud-Est et du monde entier.

Tous les faits mentionnés ci-dessus apportent la preuve qu'au cours de l'année écoulée, les autorités chinoises ont poursuivi avec frénésie, en étroite collaboration avec les impérialistes américains et autres réactionnaires et par tout un ensemble de manoeuvres malignes, cruelles et perfides, une politique réactionnaire et hostile vis à vis du Viet Nam. Cette politique a gravement porté atteinte à l'indépendance, à la souveraineté, à l'intégrité territoriale et aux intérêts nationaux sacrés du peuple vietnamien. Elle va également à l'encontre des intérêts du peuple chinois et compromet la paix et la stabilité de l'Asie du Sud-Est et du reste du monde.

Brandissant la bannière de l'indépendance nationale et du socialisme, le peuple vietnamien est déterminé à déjouer toutes les tentatives agressives et hostiles des autorités chinoises et à défendre l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la mère patrie, contribuant ainsi à la lutte des peuples du monde pour la paix, l'indépendance nationale, la démocratie et le socialisme.

La volonté du peuple vietnamien de préserver la longue amitié entre les peuples du Viet Nam et de la Chine n'a pas faibli et il souhaite toujours normaliser les relations entre la République socialiste du Viet Nam et la République populaire de Chine.

Dans l'intérêt des peuples des deux pays et de la paix et de la stabilité de l'Asie du Sud-Est et du monde entier, le Gouvernement et le peuple vietnamiens exigent avec fermeté que les autorités chinoises renoncent à toutes leurs machinations et activités hostiles contre le Viet Nam, c'est-à-dire en premier lieu qu'elles interrompent immédiatement toutes leurs activités armées et de provocation en territoire vietnamien - sur terre, dans les airs et sur mer, qu'elles mettent fin immédiatement à leurs préparatifs et leurs menaces de guerre contre le Viet Nam et qu'elles négocient sérieusement avec le Viet Nam pour régler tous les problèmes des relations sino-vietnamiennes, de façon à assurer la paix et la stabilité de la région frontalière et à rétablir des relations normales entre les deux pays.

C'est à la Chine qu'incombe l'entière responsabilité de la tension, de la détérioration et de l'aggravation de la situation actuelle entre le Viet Nam et la Chine.

Hanoi, 12 février 1980

